

Certaines questions majeures concernant la Russie

Nicolai SHMELEV

Présentation

Dans un récent article du Figaro, le 11 août dernier, Alexandre Adler parle d' «un obscur tournant de la Russie » où Poutine souffle le chaud et le froid dans l'affaire Youkos « parce que son entourage est partagé entre tenants de l'autarcie et partisans de l'ouverture... »

Quelles questions se posent à la société russe d'aujourd'hui et quelles sont celles qui ne sont pas encore clairement reflétées dans les projets stratégiques des autorités ?

Le premier mandat de Vladimir Poutine avait généré trois « concepts politico – économiques » : la dictature de la loi, la verticale du pouvoir ,la démocratie dirigée ». Son deuxième mandat introduit une nouvelle dimension celle du « capitalisme patriotique » qui s'inscrit dans la singularité russe, «non dilué dans une mondialisation uniforme ».

La question sociale, constitue dans ce nouveau contexte, un enjeu de société où l'action de l'Etat reste indispensable .

Nicolas SHMELEV ,Directeur de l'Institut de l'Europe auprès de l'Académie des Sciences de Russie tente d'apporter des éléments de réponses à douze questions qu'il qualifie de « majeures » pour la société russe de 2004.

L'IDRP est satisfait d'avoir abouti à la publication de cette interview qui doit ouvrir un débat permanent, au sein de l'IDRP , et avec les chercheurs de l'Institut de l'Europe, sur la connaissance approfondie de la Russie, de sa vision du monde ,de ses relations avec l'Union Européenne et notamment avec la France. C'est un premier prolongement concret au colloque tenu en Sorbonne, le 15 mars 2003 sur le thème : « Quels liens promouvoir entre l'Europe et la Russie dans le monde d'aujourd'hui ? »

L' IDRP contribue par ce travail de connaissance à faire reculer l'affaiblissement de la compréhension mutuelle entre les deux pays depuis quelques années. Il contribue aussi à permettre la mise à disposition pour tous ceux qui sont intéressés d' éléments d'approfondissement de l'analyse de la société russe afin de mieux anticiper ses évolutions.

Raphaël VAHE
Directeur –Adjoint de l'IDRP

Nicolaï SHMELEV

Directeur de l'Institut Europe de l'Académie des Sciences de Russie

Certaines questions majeures concernant la Russie

Moscou 2004

Certaines questions majeures concernant la Russie

L'automne 2003 ne fut pas seulement marqué, pour la Russie, par le développement des luttes entre les différentes forces politiques pour obtenir des sièges au Parlement national. Ces mois, très importants pour la vie sociale furent agités par les événements entourant la principale compagnie pétrolière ou, pour être plus précis, tout un conglomérat de compagnies réunies sous le sigle général YUKOS.

Des hommes politiques, des analystes et les médias ont discuté pour savoir comment interpréter ces événements : comme un scandale douloureux mais néanmoins privé, précipité, tout d'abord par les ambitions politiques excessives des dirigeants de ce conglomérat, ou comme un signal vers l'ensemble du monde des affaires montrant que le fait de séparer les bénéfices, surtout les bénéfices exceptionnels du développement des ressources naturelles du pays en faveur d'une autre structure sociale, vers une société plutôt autoritaire, qui pourrait être dotée d'un marché, mais avec une économie strictement contrôlée par l'Etat.

Néanmoins, il semble que les approches politiques et soi-disant "redistributives" pour l'interprétation de tels événements reflètent les réalités existantes au plus haut degré. La direction principale du progrès dans le développement du pays fut déterminée très clairement par les années de réforme. En politique, cela impliquait la démocratie, l'ordre et la loi, les libertés civiles. Sous l'aspect socio-économique, cela impliquait la construction d'une "économie de marché orientée socialement" dans laquelle la liberté de l'entreprise privée est inséparable du rôle actif de l'Etat dans de nombreux domaines des activités du pays à partir de sa responsabilité dans le bien-être et la protection sociale de ses citoyens. Sous l'aspect international, cela implique la "transparence", une entrée vigoureuse dans les marchés mondiaux, l'attraction des investissements étrangers et le rôle primordial des intérêts nationaux dans la politique étrangère du pays.

La déprivatisation et la redistribution radicale de la propriété semble hautement improbable, dans ces conditions. Le pays pourrait ne pas survivre à ce qu'on considère comme « un jeu qui n'en vaut pas la chandelle », une nouvelle vague de chaos durable ou une lutte de tous contre tous. Ce qui est moins probable encore est la menace du retour d'un régime totalitaire avec sa prédominance absolue de la propriété d'Etat et une redistribution administrative forte des principales ressources.

Il est certain, dans le cadre du marché et de la démocratie existante, que certaines déviations et oscillations vers la droite ou la gauche, le haut et le bas soient possibles et même inévitables. Cependant, il est hautement significatif qu'aujourd'hui pas un seul parti politique russe plus ou moins sérieux, lorsqu'il définit son programme et ses applications pratiques, ne se fixe comme but de retourner au passé. Un tel retour n'est pas seulement indésirable, en fait il est irréalisable dans son essence même, parce que les conditions internes et externes de la vie du pays ont changé de manière radicale et irréversible.

Quoi qu'il en soit, la période d'une "charge de cavalerie" dans l'économie actuelle de la Russie semble toucher à sa fin. Quel prix il a fallu payer pour cela est un tout autre sujet, mais la propriété privée, la prédominance du système des prix flottants librement et celle de l'offre sur la demande qui reste stable, l'argent qui travaille activement ont déjà pris pied solidement dans l'économie du pays. Cependant, cela ne veut pas dire que des tâches plus légères nous attendent. D'une certaine façon, elles peuvent même être plus difficiles, parce qu'il est toujours plus facile de détruire ce qui est dépassé que de créer quelque chose de nouveau. D'autant plus que ce qui est nouveau ne peut pas être créé d'un jour à l'autre. Il faut comprendre clairement que la Russie s'est engagée pour une cause non seulement pour des années ou même des décennies, mais que c'est quelque chose qui va durer pendant des générations.

Dans les débats sur l'avenir de l'économie de la Russie, sur la possibilité de surmonter la crise du système qui a frappé le pays, le problème est très souvent posé sous l'aspect de "ou bien ou bien" : ou la croissance ou le développement, c'est-à-dire ou bien des taux rapides pour soutenir le GDP ou des transformations en profondeur qui nous permettraient d'espérer qu'avec le temps la Russie pourra occuper à nouveau sa digne place dans les centres de direction politiques et économiques du monde actuel.

Il faut dire qu'une telle juxtaposition n'est en rien inenvisageable. La vie a démontré qu'en général il peut y avoir croissance sans développement, en gros, grâce à des facteurs temporaires et particulièrement favorables ; par exemple la dévaluation brusque de la monnaie nationale, le relèvement des affaires internationales et une augmentation importante des prix mondiaux concernant les principales marchandises exportées par le pays, l'accroissement des commandes de l'Etat (y compris les secteurs de la défense), les mesures d'urgence pour "démonter" les secteurs "étroits" de l'économie, créés artificiellement, en particulier la "crise des non-paiements" qui a défrayé la chronique, les récoltes miraculeuses imprévues et ainsi de suite.

Néanmoins, il est évident qu'une telle croissance sans créer de stimulation interne, organique et un effort constant pour la maintenir, ne peut fournir aucune base positive pour résoudre les tâches socio-économiques compliquées qui attendent le pays aujourd'hui. En raison de la nature temporaire (et peut-être de l'unique occurrence) de tels facteurs, la croissance sans développement, par sa nature même, est également temporaire ; de plus, il n'y a pas de garanties qu'une éventuelle et possible chute des taux ne va pas se produire.

Il est possible de comprendre notre Président quant il exprime son insatisfaction concernant les plans économiques manquant totalement d'ambition du gouvernement. L'exemple de la Chine est remarquable et tout le monde peut le voir : pendant 25 ans de suite, la Chine a réalisé une croissance annuelle de son PNB de 10 %. Et de ce point de vue, la Chine n'est pas la seule dans le monde. Il est possible de comprendre l'approche prudente de certains responsables gouvernementaux : tout d'abord, jusqu'à présent, on ne peut pas trouver en Russie ou à l'extérieur du pays les ressources d'investissement requises pour une poussée économique sérieuse. Il n'est pas possible non plus de sentir dans le pays cette énergie sociale ni ce fort "tonus" qui permettrait d'espérer une percée rapide et stable

dans le taux de croissance économique et de manière corrélative sinon une solution, du moins un progrès pour les problèmes sociaux les plus urgents.

Le gouvernement Russe a adopté récemment un soi-disant programme d'action intermédiaire qui vise à obtenir une croissance annuelle du GDP d'ici la seconde moitié de la décennie actuelle. Ce programme est très logique (si, bien sûr, on reste sur la position du gouvernement) ; il est concluant, à sa propre manière et tout à fait professionnel. Et qui en réalité s'opposera à ces grandes idées du programme que sont la nécessaire réduction de la charge des impôts sur l'économie, le changement du centre de gravité dans la stratégie de croissance, des ressources venant de l'exportation de matériaux bruts vers le secteur high-tech, créant un esprit de concurrence dans l'économie, affaiblissant la bureaucratie hiérarchisée qui paralyse la vitalité des affaires, « l'ouverture » plus grande de l'économie de la Russie, son intervention active dans l'activité économique internationale et que sais-je encore ?

De toutes façons, je crois que ce programme ne peut en aucun cas satisfaire la société russe. Et cela, non seulement parce qu'il contient de nombreux principes discutables, mais parce qu'il n'offre aucune réponse aux principales questions stratégiques qui se posent à l'économie russe, questions qui s'étendent nécessairement au-delà de l'horizon de la décennie concernée. Bien plus, ce programme ne soulève même pas ces questions.

Il est admis communément que la dynamique du progrès socio-économique ne peut pas s'expliquer, surtout si elle n'est assurée que par des facteurs quantitatifs, en dépit de leur importance évidente. Un développement durable, sans la menace constante d'une chute de croissance, dépend directement (bien que d'une manière nullement linéaire) de l'activité vitale de ces parties-ci de l'organisme social complet ou encore de celles-là, de leur interrelation, de la chaîne complète des relations sociales, que ce soit la structure politique et administrative du pays ou son climat moral ou son état social ou les changements dans les principaux "modules" de son mécanisme économique.

C'est de ce point de vue que nous nous devons tout d'abord d'obtenir une réponse claire et nette, sans ambiguïté, à un certain nombre de questions sérieuses que je considère avoir été mises artificiellement à l'arrière plan des débats publics actuels. Je suis prêt à admettre que toutes ces questions peuvent sembler banales ; elles ne sont pas nouvelles et semblent être évidentes. Cependant jusqu'ici, la société russe n'a pas trouvé de réponses à ces questions.

De plus, ces questions ne sont pas encore clairement reflétées dans les projets stratégiques de nos autorités. Dans cette intervention, l'auteur fait une tentative pour mettre en relief les plus importants de ces points, bien que distinguer laquelle de ces questions vient à la première ou dernière place soit, naturellement, une affaire de préférence personnelle. Et selon toute vraisemblance, il ne peut ni ne doit y avoir aucune hiérarchie stricte sur ce point.

Question 1 :

La Russie actuelle a-t-elle besoin d'un "second tour" de privatisation en fait gratuite ? Après tout, une part importante de la propriété que nous appelons d'ordinaire "propriété publique" reste sans "propriétaire" en quelque sorte. Cela comprend l'énergie électrique, le système de fourniture de gaz et de pétrole, le chemin de fer, les routes et grandes voies de communication, les ports maritimes et fluviaux, de nombreuses usines d'armement, les lignes de communication, les services postaux et télégraphiques, le logement et les bâtiments publics, les constructions et les infrastructures, les forêts et les ressources en eau, la richesse en sols et en minéraux : il reste beaucoup de choses à répartir ! Il est tout à fait clair que de telles privatisations seront totalement ou presque totalement "gratis". Et tout comme lors du "premier tour", la société russe, dans son ensemble, ne recevra rien ou pratiquement rien.

Dans les conditions existantes, le prix sur le marché des actifs russes (tout d'abord, à cause de leur rentabilité baissée artificiellement et des transferts légaux ou illégaux des dividendes à l'étranger par les nouveaux propriétaires) ont été fixée à 20 ou 60 fois en dessous de leur valeur réelle. Bien sûr, les nouveaux acquéreurs potentiels obtiendront ces actifs pour guère plus de 1,5 % à 5 % de leur juste prix.

Et bien que tous ces actifs ne fonctionnent pas à leur puissance maximale, ils marchent tout de même d'une manière fiable. Ils assurent la stabilité de toute l'infrastructure économique dont la société a besoin. Bien entendu, tout le monde comprend que l'Etat n'est en aucune façon le meilleur gestionnaire. Néanmoins, dans la Russie troublée actuelle, l'électricité et le gaz sont fournis d'une manière ou de l'autre ; les transports publics fonctionnent, l'eau arrive, les trains marchent et les lettres parviennent à leur adresse, bien que pas toujours d'une manière ponctuelle.

D'une manière ou d'une autre, cette particularité russe conserve, jusqu'à présent, son aptitude simple et dans plusieurs régions étendues à produire à nouveau. En aucun cas cette fondation plus ou moins solide ne doit être retirée de sous l'économie du pays. Dans probablement 20 ou 30 ans, quand le propriétaire privé deviendra plus "fort" et aura appris à travailler selon les règles et les réglementations généralement reconnues, il sera possible de soulever la question de privatiser cette masse énorme de notre économie. Mais pas maintenant où le remboursement social moyen venant des privatisations en Russie est des dizaines de fois plus bas que dans la majorité des pays en voie de développement, sans parler des pays hautement développés. Par exemple, la Bolivie qui est un petit pays sans richesse, a reçu 92 à 93 milliards de dollars dans les années 1990 venant de la privatisation d'entreprises appartenant au gouvernement, alors que l'énorme Russie n'a reçu que 9 milliards de dollars.

Il ne faut pas non plus négliger le fait que la privatisation des infrastructures économiques, disons dans les Etats d'Europe, a commencé au bout de nombreuses décennies ou même siècles d'évolution de l'économie de marché. Ils ont créé et inscrit des garanties inébranlables pour la propriété des biens, des lois anti-monopoles efficaces, un milieu stable pour la concurrence ; ils ont élaboré des règles fiables pour diriger les sociétés et enseigné aux propriétaires comment diriger selon ces règles, à savoir comment se comporter convenablement en toute circonstance.

C'est seulement après cela qu'ils sont, avec grande prudence, passés à une privatisation mesurée et de plus, en règle générale, à la valeur totale du marché des actifs privatisés. Mais, même maintenant en France, par exemple, la production d'énergie électrique est presque totalement dans les mains de l'Etat. Les chemins de fer dans beaucoup de pays d'Europe appartiennent à l'Etat, même aujourd'hui, et cela ne gêne le marché en aucune façon.

La Chine non plus n'est pas pressée d'aller dans cette direction. La Chine a passé au moins 20 ans à relever le pays, à recréer un marché bien vivant dans son économie, éveiller l'énergie et la créativité pour les affaires dans la population. Et c'est seulement quand tout cela fut fait que la Chine a commencé à restructurer son industrie lourde et ses infrastructures économiques, vendant ses entreprises aux enchères, privatisant, modernisant et fermant les monstres industriels non rentables. Jusqu'à présent, on n'a pas parlé de tout en Chine de l'intérêt de privatiser, disons la production d'énergie électrique ou les chemins de fer ou la poste et les télécommunications.

Alors, pourquoi faudrait-il faire des histoires et détruire fiévreusement ce qui est encore tout à fait viable et prendre des risques inutiles quand il n'y a absolument pas lieu de les prendre, si, bien sûr, on ne pense pas aux intérêts égoïstes d'individus particuliers ou de sortes de clans, mais plutôt, à l'avenir du pays ? Nous n'avons pas encore complètement "digéré" les résultats du "premier tour" de privatisation, nous n'en avons pas encore ressenti des avantages perceptibles ni l'efficacité mais nous sommes déjà en train de viser le prochain tour. Quelqu'un pense-t-il vraiment aujourd'hui, alors que les premières privatisations ont complètement gâté le climat moral de la société, créant du cynisme, de l'apathie, du désordre et le sentiment que tout le monde a été dupé, que, si le second tour de privatisations a lieu, une nouvelle source d'insatisfaction ne va pas émerger d'où personne ne peut dire combien de décennies il faudra pour que la Russie en sorte et retrouve ses esprits ?

Question 2 :

Tout le monde sait que, dans les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui, la base traditionnelle des recettes dans le budget du pays provient de la location des ressources naturelles et des taxes sur les boissons alcooliques. Toutefois, il n'est pas moins bien connu que, dans leur ensemble, ces deux secteurs sont tombés entre les mains de diverses structures privées, légales ou illégales. On peut considérer cela comme un "cas clinique", comme on dit et probablement personne ne se risquera à contester ce point. Le seul débat qui a lieu maintenant porte sur la proportion dans laquelle ces recettes sont réparties entre la société dans son ensemble et les nouveaux propriétaires (alias "oligarques") : dans une proportion de 15 à 85 en faveur de ces derniers ou 40/60 ou 50/50. Même les plus farouches "défenseurs" de la situation en question admettent que le loyer perçu pour l'exploitation des minerais avec les conditions de production les plus favorables échappent totalement au budget. Et aujourd'hui, on considère généralement que le rendement des alcools de contrebande dans le pays s'élève à pas moins de la moitié du total des recettes.

Ce qui paraît particulièrement hypocrite sur une telle toile de fond, ce sont tous ces gémissements et ces lamentations sur l'absence d'argent dans le trésor, sur la nécessité de coupes sévères dans les dépenses du budget, sur le manque de fonds pour accomplir des tâches vitales, telles que le maintien d'une situation sociale stable et calme dans le pays, l'entretien d'une défense nationale à un niveau convenable et la modernisation des forces armées ; de plus, si le pays songe à son avenir, il lui faut absolument financer les régions nord et sud ainsi que de nombreux secteurs importants de son économie (en particulier l'agriculture), le renouveau de la science, de l'éducation, de la santé publique, de la culture et ainsi de suite.

Malgré les affirmations répandues qu'on entend aujourd'hui, je suis convaincu que, sauf les frais administratifs (qui sont assez élevés, naturellement, mais ne constituent en aucun cas le poste budgétaire principal) toute coupe importante dans la partie dépense du budget est aujourd'hui injustifiée et inacceptable. Les réductions ont atteint les limites au-delà desquelles on peut distinguer la menace de complications sociales et politiques au moment où nous devons déjà penser à la survie de la Nation en général. Il reste, fondamentalement seulement trois sources inexploitées mais potentiellement très importantes, pour remplir la partie recettes du budget du pays : la location des ressources naturelles, les impôts indirects et le départ continu des capitaux et des revenus privés à l'étranger. Selon certaines estimations, la somme de loyers et d'impôts indirects que l'Etat ne reçoit pas aujourd'hui représente une part importante des recettes budgétaires annuelles du pays.

C'est une question d'extrême importance politique : le rapport des forces politiques et financières dans le pays, la volonté ou, au contraire le manque de volonté de la part des échelons supérieurs de l'exécutif, du législatif ou du judiciaire, d'avoir recours à des mesures draconiennes afin de rectifier la situation presque absurde d'aujourd'hui. Ce serait une bonne chose si les fonds que sont enlevés à la société d'une manière éhontés restaient dans le pays, mais une partie considérable (si non principale) de ces fonds se sont établis et continuent de le faire, pour parler arbitrairement, dans les Iles Vierges. Bien entendu, on peut comprendre (mais pas justifier) les autorités supérieures si elles ne parviennent pas à modifier le système des impôts et échouent à exercer une pression purement administrative pour arrêter l'hémorragie chronique de l'organisme économique russe. Selon toutes probabilités les structures privées en question opposeront une résistance bien trop puissante, puisqu'elles se sont déjà habituées à utiliser les biens publics comme s'ils leur appartenaient.

Il est pourtant possible de supposer qu'avec une position de principe et une certaine insistance, il y a encore des chances d'atteindre un compromis stratégique dans ce domaine important (et qui conviendrait aux deux parties, la société et les oligarques). Dans aucun pays prospère dans le monde actuel, les revenus tirés de la propriété publique ne sont partagés dans une proportion aussi inconcevable entre la société et les individus, même si ces derniers sont des hommes d'affaires entreprenants. Au bout du compte, nos "barons" et nos "rois" du pétrole, du gaz, de la métallurgie, de l'alcool ou autres utilisent depuis plus de 12 ans déjà, à plein, cette extraordinaire source d'enrichissement. Comme dit le proverbe, "trop c'est trop". D'aussi loin que je peux me souvenir, un de nos anciens ministres des finances s'écria : "il est grand temps de partager et de partager également". Il semble que le

temps soit finalement arrivé de commencer à mettre en pratique ce principe assez trivial mais très prometteur.

Question 3 :

La société russe doit finalement décider elle-même de la question fondamentale suivante, concernant notre présent et notre avenir : avons-nous besoin et sommes-nous capables d'avoir, dans notre pays, un système de prix totalement européen pour toutes les marchandises et tous les services, surtout l'électricité, le pétrole et le gaz naturel, les tarifs du chemin de fer, le logement, les bâtiments publics et autres ? Ce dont nous parlons ici, bien sûr, ne porte pas sur les prix ajustés proportionnellement, mais plutôt sur le niveau absolu des prix correspondants. L'électricité aujourd'hui en Russie est dix fois moins chère que dans la majorité des pays européens, la fourniture de gaz naturel six fois moins chère, l'essence trois à quatre fois moins chère, les tarifs des chemins de fer, sur une distance égale, sont à peu près aussi bon marché et ainsi de suite.

Cependant, la pression pour augmenter les prix locaux de ce genre de marchandises et de services s'est accrue nettement dans la période récente. Et pas seulement de l'intérieur par nos oligarques, mais ce qui est particulièrement pénible, de l'extérieur de la part de nos partenaires de l'Union Européenne. En substance, ces derniers avancent un seul argument : un tel niveau des prix locaux russes est une concurrence "injuste", une subvention déguisée de l'Etat donnée aux industriels et exportateurs russes. De plus, sans ressentir aucun remords de conscience, par delà le cadre de la discussion, ils laissent une question sans réponse : pourquoi pour l'Union Européenne où, par exemple, le prix de l'essence reste au niveau de 1 dollar ou 1,5 dollar, le litre et le prix intérieur de l'essence aux Etats Unis est d'environ 40 cents, cela est-il considéré comme une concurrence "juste", alors que 30 à 35 cents par litre en Russie est vu comme une concurrence "injuste" ? Pourquoi le prix de l'électricité en Norvège, trois à quatre fois plus bas que le prix correspondant en Italie ou en Allemagne est-il considéré comme loyal, "juste" alors que le prix russe est "injuste". Et, pourquoi y a-t-il environ 60 milliards de dollars de subvention annuelle courant dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) pour aider le secteur de l'énergie (ce qui, en passant, est presque égal à l'ensemble du budget russe), subvention qui est considérée comme un phénomène naturel et légal du marché, alors que les avantages naturels, en quelque sorte "divins" de la Russie dans la production de ressources énergétiques sont considérés comme contre nature et illégaux ?

Il semble clair pour toute personne raisonnable que les tarifs européens de l'électricité "tueront" très rapidement toutes les branches de l'industrie qui consomme beaucoup d'énergie en Russie. Il est également clair que, étant donné le prix européen du gaz naturel, nous ne pourrions pas chauffer les deux-tiers du pays, dans les dures conditions du climat russe. Le prix européen de l'essence paralysera nos routes. Les tarifs européens de l'énergie, si on les introduit, vont détruire notre système de logement et de bâtiments publics et arrêter brutalement nos transports électriques. Notre pays ne pourra pas survivre au niveau des tarifs de chemin de fer : au taux européen, sur le trajet de Moscou à Vladivostock, ni les passagers ni le fret n'iraient plus loin que Kashira.

Il n'y a pas besoin d'avoir une grande imagination pour comprendre que le niveau européen des tarifs de l'énergie et du chemin de fer produirait très vite, par des mesures purement économiques, ce résultat politique (ou géopolitique) dont Zbigniew Brzezinski rêve tout haut : le démembrement du pays en trois, cinq ou même davantage de "fiefs" et la disparition totale de la Russie en tant que telle de la carte géographique.

Question 4 :

Nous ne pouvons plus accepter "une économie de la défiance", une économie sans crédit. Il ne peut pas y avoir et il n'y a jamais eu dans l'histoire humaine une économie saine sans crédit. Personne au monde n'a jamais vécu ou ne vit seulement de ses propres moyens ; d'une manière ou d'une autre, des prêts s'ajoutent aux moyens.

Mais en Russie les crédits ont, jusqu'ici consisté surtout en investissements spéculatifs. Dans les investissements des sociétés et entreprises russes, le rapport entre leurs propres fonds et leurs crédits est d'environ 12/1, alors que dans les pays développés, ce rapport est à peu près l'inverse. Dans les actifs des banques russes, les crédits sur plus d'un an n'excèdent toujours pas 3 à 4 %. Dans les conditions où nous sommes, pour obtenir un crédit d'investissement normal sur 3 ou 5 ans, il faut être un vrai génie ou une personne extrêmement influente, utilisant toutes les méthodes possibles pour exercer des pressions non officielles. Et la Bourse n'a pas pu, jusqu'ici, compenser ce défaut radical de l'économie de la Russie ; jusqu'à présent, ses fonctions, en gros, sont aussi spéculatives ; elle n'est pas devenue un instrument pour mobiliser de manière substantielle le capital national et pour l'instant elle ne sert les intérêts de guère plus de 25 à 30 des sociétés les plus grosses ou les mieux commercialisées.

La raison pour une telle situation se trouve, tout d'abord, dans la méfiance. La population et les investisseurs n'ont pas confiance en l'État, ni dans les banques, ni dans le rouble russe en tant que tel, en général. C'est une réaction naturelle de la part de la population, des entreprises et des investisseurs de porte-feuilles à la confiscation totale de l'épargne en 1992 et 1998. C'est seulement alors, et pas avant, qu'il sera possible de croire que notre économie est en train de se remettre, que nous devenons un pays normal, avec une économie de marché normale, où les gens sortent leurs économies de "sous leur matelas" et les amènent soit à la banque, soit à la Bourse. Selon des estimations récentes, ces économies "cachées sous le matelas" en Russie aujourd'hui s'élèvent à une somme de 80 à 160 milliards de dollars.

Malheureusement, l'importance de ce problème est peu comprise dans notre pays jusqu'à présent surtout aux échelons supérieurs du pouvoir. En réalité, la classe bancaire a pris une position entachée de myopie, sinon obstructionniste sur cette question. Par exemple, des discussions ont eu lieu depuis environ dix ans sur une loi garantissant les dépôts bancaires. Les législateurs ont fini par voter un projet de loi qui ne garantit le remboursement que de 20 000 roubles (moins de 700 dollars). Pour un client ordinaire (après tout, c'est lui le principal investisseur potentiel du pays), qui économise de l'argent pour acheter un appartement. Dans le cas d'une nouvelle "fonte" des avoirs, ces garanties suffiraient à peine pour payer son enterrement.

C'est pourquoi il est tout à fait possible de s'attendre à ce que cette loi soit contre productive, c'est-à-dire qu'elle ne serve qu'à intensifier le climat général de méfiance du pays ; puisque les autorités et l'ensemble des banques sont peu désireux d'accepter de s'engager au-delà d'une somme mesquine, cela veut dire qu'une fois de plus, elles pensent décider quelque chose d'indécent à l'avenir, quelque chose comme les confiscations auxquelles elles ont eu recours un certain nombre de fois dans le passé.

Je crois fermement que la tâche la plus importante que nos dirigeants ont à accomplir maintenant est de prendre toutes les mesures possibles pour restaurer la confiance minée des gens envers le gouvernement de ce pays, le système de financement et de crédit et le rouble comme monnaie légale. En d'autres termes, le principal problème social actuel, du point de vue du développement est de **restaurer la foi des gens en la vie, en général**. Des forces individuelles seules ne peuvent naturellement résoudre ce problème, d'autant plus qu'il a des implications, non seulement économiques, mais peut-être même, à un degré plus grand, politiques.

Bien qu'une telle démarche paraisse assez simple, les dirigeants du pays doivent rassembler leur courage et, non seulement admettre publiquement que les confiscations de 1992 et 1998 étaient une erreur, mais aussi donner l'assurance correspondante (ou adopter une loi correspondante au Parlement) que rien de ce genre ne pourra arriver à l'avenir. Je pense qu'il serait aussi correct que le niveau de garantie pour les dépôts bancaires soit fortement élevé en comparaison des niveaux proposés à présent.

De plus, il devrait être remonté précisément par un engagement de l'Etat parce que accrocher l'espoir aux banques privées, non seulement pour des raisons subjectives mais plus encore pour des raisons objectives semble être un exercice tout à fait inutile. Et enfin, l'heure est venue pour nous d'abandonner l'illusion que le développement du système bancaire du pays est du ressort exclusif du système bancaire lui-même. Sans la participation directe des fonds d'Etat, la création et le développement d'un système bancaire à trois étages (Banque Centrale, banques commerciales universelles et banques et établissements d'investissement) est **matériellement** impossible aujourd'hui ou dans un avenir plus ou moins prévisible.

Ce n'est pas une question d'idéologie ou de préférence théorique. C'est une question qui concerne la réalité. C'est une question de sens commun. Bref, sans restaurer la confiance des gens en l'Etat et en les établissements bancaires, sans renforcer le système bancaire lui-même, la création d'un mécanisme qui fonctionnerait automatiquement pour transformer l'épargne interne en investissement n'est qu'une chimère.

Question 5 :

D'après ses paroles, il semble que la direction du pays en vienne à comprendre peu à peu que la Russie est devant une perspective très réelle de devenir une jungle intellectuelle et technologique dans environ dix ans (sans doute pas plus). Pendant les dix ou douze dernières années, selon diverses estimations, jusqu'à 2/3 du potentiel de recherche scientifique du pays a été, totalement ou presque, détruit. Les meilleurs chercheurs (je pense aux jeunes générations et à

celles d'âge moyen) et les plus prometteurs ont émigré à l'étranger ou se sont reconvertis dans d'autres sphères d'activité, surtout dans les affaires. Les dépenses pour les sciences fondamentales, la recherche et le développement et l'éducation ont été réduites à dessein et effectivement de la moitié. Dans de nombreux domaines du progrès scientifique et technique, la Russie a perdu (et cela semble irréversible) la position de tête qu'elle avait auparavant. Sur de nombreux autres terrains il semble que la Russie en soit à son dernier soupir. Et même si des mesures radicales sont déjà prises aujourd'hui pour rectifier cette situation, il sera difficile de s'attendre à des changements tangibles et favorables avant deux ou trois générations.

En regardant les choses sans préjugés, il est impossible de justifier cette triste situation dans le pays avec des raisons objectives. On trouve les racines de cette catastrophe dans la politique totalement irresponsable des dirigeants russes au début et au milieu des années 1990. Par exemple, tout le monde se souvient de l'époque de toutes sortes de privilèges habituels (c'est-à-dire des subsides directs de l'Etat) qui étaient accordés à la Fondation sportive, aux vétérans d'Afghanistan et à d'autres organisations similaires et qui s'élevaient à 5 ou 6 milliards de dollars par an. Beaucoup des bénéficiaires de ces privilèges (ou subventions) finirent plus tard (et nous le savons maintenant) au cimetière Kotlyakovsky. Mais à ce même moment, pour l'ensemble de la science, le budget allouait quelques 200 à 250 millions de dollars par an. Pourtant, quand la loi d'abolition de tous ces privilèges fut mise au vote à la Douma, seuls 6 des 450 (!) députés votèrent en faveur de cette abolition. On peut à peine imaginer un exemple plus frappant de la situation morale dans laquelle les réformes russes furent menées à ce moment-là... Il faut regretter qu'une telle attitude de la part de la bureaucratie russe envers la science et l'éducation persiste encore aujourd'hui. Je suis convaincu qu'il y avait deux motifs principaux pour l'attaque contre l'éducation : la grande masse encore indivise de propriété publique qui était allouée à la science et à l'éducation et un facteur "non économique" mais très fort : la jalousie d'Hérostrate de personnes à demi instruites qui, pour une raison ou pour une autre arrivèrent au pouvoir.

Il serait intéressant de savoir comment les dirigeants de ce pays ont l'intention de remonter l'économie russe à partir d'une économie principalement de matières premières vers une "économie du savoir" et aller de l'avant en développant des filières high-tech, si la base d'un tel développement a été détruite. Je ne pense pas que, pendant les quelques décennies à venir, nous serons capables de nous approcher du taux américain désirable pour le budget des sciences, réparti entre le financement gouvernemental et privé dans la proportion de 50/50. Le monde des affaires russe est jusqu'à présent trop anarchique, replié sur soi et faible et il ne serait guère réaliste d'espérer éveiller un sens raisonnable de responsabilité sociale dans la première génération des hommes d'affaires. Cependant, même aujourd'hui, l'Etat continue à ne pas s'inquiéter de remplir l'obligation constitutionnelle de consacrer 4 % de l'ensemble des dépenses du budget à la science. Il promet d'atteindre ce niveau seulement un jour de la prochaine décennie.

Tout ceci donne l'impression suivante : après avoir laissé filer de nombreux milliards à l'étranger, après avoir laissé les recettes traditionnelles du budget dans des mains strictement privées, après avoir tourné le dos, en avance, au déficit budgétaire qui est traditionnel dans pratiquement tous les pays du monde, après avoir sorti les réserves de devises de nombreux milliards des recettes intérieures et

les avoir placées à l'étranger et ainsi de suite, notre Etat économise de plus en plus sur des "allumettes" comme le dit le proverbe russe. Pourtant, on ne peut s'empêcher de voir que ce sont précisément de ces "allumettes" que la situation actuelle du pays et son avenir dépendent directement.

Question 6 :

Même si je ne me considère pas comme un spécialiste des problèmes agricoles avec toutes leurs incroyables difficultés théoriques et pratiques, je vais cependant me risquer à dire que notre pays n'a encore pas de plan, même approximatif pour développer et faire progresser l'agriculture. Tout le monde aujourd'hui voit et se rend compte que les villages russes sont en train de mourir en masse (avec peut-être l'exception de ceux qui sont situés dans des régions particulièrement fertiles). L'abandon et la désolation s'emparent de terres nouvelles qui étaient jadis productives. Les fondements techniques matériels et les infrastructures des régions agricoles tombent en ruine. Le cheptel diminue régulièrement. Au niveau actuel de la productivité du travail, notre complexe agro-industriel est incapable de se mesurer à la concurrence étrangère, même la plus simple sans soutien direct de l'Etat. Mais qu'est-ce qui nous attend ? Je crains que personne, ni les gauchistes, ni les gens de droite, ni les centristes ne puissent offrir une réponse plausible à cette question.

Jusqu'ici, il a été impossible de trouver quelque vecteur d'unité que ce soit dans les différentes orientations des échelons supérieurs de l'autorité. Cependant, il est réjouissant par exemple, que, au moins sur le papier, une loi sur la rotation des terres agricoles et la formation progressive d'un marché des terrains ait été adoptée. Il apparaît qu'en dépit de la démagogie habituelle disant que toutes les terres de Russie seront achetées pour une bouchée de pain par des étrangers, que les champs fertiles et les riches pâturages seront transformés en terrains de chasse, résidences campagnardes, clubs de golf, hippodromes et que sais-je encore : au-delà des zones suburbaines, il est jusqu'à présent impossible de voir des preneurs russes ou étrangers se précipiter pour acheter la terre au comptant ou à crédit. Mais, en même temps, les échelons supérieurs de l'autorité suivent une ligne qu'on ne peut appeler que anti-agraire : la migration de main-d'œuvre vers la Russie a été nettement restreinte et ceci inclut aussi ceux qui acceptent de s'installer dans des régions agricoles déshéritées. Tout ceci ne fait pas qu'entretenir, mais en fait accentue la disparité destructrice entre la valeur de ce que le village produit et ce dont le village a besoin pour travailler normalement. Les échelons supérieurs de l'autorité n'entreprennent aucun effort sérieux pour procurer des crédits aux producteurs de produits fermiers : ils n'encouragent pas le développement des coopératives agricoles (ce qui peut se comprendre, pas selon les principes soviétiques mais plutôt selon les principes de "Chayanov" et ainsi de suite.

Il est certain que des fermes particulièrement robustes et vastes, dans des conditions climatiques favorables vont survivre dans n'importe quelles circonstances, peu importe quelle sera leur organisation interne à l'avenir : des holdings agricoles, des moulins ou des associations agricoles, des fermes collectives, toutes sortes de société agricoles à responsabilité limitée ou autres. Cependant, il semble qu'il y ait de bons arguments pour ceux qui prétendent aujourd'hui que la principale direction pour un développement accru des régions rurales russes ne réside même pas dans

l'agriculture, dans l'acception habituelle du mot mais, en gros, dans des formations agraires purement russes et incroyablement robustes (et productives), à savoir les parcelles individuelles de propriétés privées, jardins potagers ou petits vergers, les terrains entourant les datchas ou autres. C'est bien possible, mais ce secteur représente aujourd'hui 40 à 50 % de la production agricole du pays.

Question 7 :

L'écart entre les paroles et les actes demeure dans une autre sphère (peut-être même la plus importante) de la politique économique : l'attitude de l'Etat envers les petites et moyennes entreprises; Les réformateurs russes ont commencé à construire une maison, pas à partir des fondations mais plutôt du toit, se fixant comme tâche première, de privatiser les industries lourdes et en général de grandes tailles, tout en repoussant à l'arrière plan, pour une durée indéterminée, l'effort de réanimation des forces créatrices profondes de la société russe.

Et ce qui est mis en cause ici n'est pas que les proclamations et décisions variées adoptées récemment ne produisent pas les résultats nécessaires. En réalité, en dépit de tout, la charge des impôts sur le secteur des petites et moyennes entreprises ne cesse de s'alourdir et ne lui permet pas de sortir de l'ombre. Les barrières administratives pour enregistrer et autoriser une nouvelle entreprise exigent de plus en plus d'efforts : il y a seulement dix ans, il fallait une moyenne de trois mois pour démarrer une nouvelle affaire, mais maintenant, il faut une année entière pour le faire. Avoir un seul "guichet" pour tous les documents nécessaires reste un but hors d'atteinte, comme c'était le cas auparavant. L'arbitraire, les vérifications nombreuses et bureaucratiques de l'application de la loi et les exemples d'extorsion se multiplient. Tout comme avant, il n'y a aucun soutien ferme aux facilités de crédit pour les petites et moyennes entreprises. Si le racket et la corruption de l'Etat ont mis la pression sur le contrôle des crimes, cela n'a en aucun cas rendu la vie plus facile pour les hommes d'affaires.

A tous les niveaux, l'Etat continue sa "guerre" contre des manifestations d'activités commerciales de la part de la population telles que le colportage et le trafic de marchandises dans la rue, les productions d'amateurs, les marchés aux puces, les nombreux millions que compte l'armée des vendeurs à la sauvette et des profiteurs. Dans de telles conditions, il faudrait être aussi rusé qu'un renard ou avoir le pied très agile pour ouvrir ou même conserver sa propre petite affaire. Et naturellement, il n'y a pas beaucoup de gens de cette sorte en Russie. Dans le monde en général, il n'y a pas plus de 5 à 6 % de la population qui a des capacités pour devenir entrepreneurs et on ne doit pas oublier que, pendant tout le siècle dernier, cette couche de la population dans notre pays a été foulée au pied de toutes les manières possibles.

Cependant, je pense qu'un obstacle encore plus grand se dresse sur la route du réveil de l'énergie créatrice de la société russe : c'est la mentalité de notre classe politique, obstinément conservée depuis l'époque soviétique, avec son intérêt exagéré pour tout ce qui est gigantesque et son mépris de tout ce qui est petit ou, pire encore, individuel. Si dans les premiers pays du monde les petites et moyennes entreprises représentent 60 à 80 % du produit intérieur brut, et bien, en Russie, ce secteur ne représente pas plus de 10 % des produits et des services ; en plus, le

nombre des petites entreprises (à peu près dix fois moins qu'aux USA) continue à fondre. L'idée très simple que le principal employeur acteur sur le marché, le créateur d'un milieu compétitif et la source du progrès technologique dans le monde est et reste le monde des petites et moyennes entreprises, n'est pas encore devenue la base de notre stratégie économique nationale.

Question 8 :

Le problème concernant les petites et moyennes entreprises s'ajuste étroitement à un autre phénomène négatif majeur de notre économie : le fossé croissant entre l'économie officielle "visible" qui paie ses impôts régulièrement et apparaît dans les statistiques et le soi disant "secteur de l'ombre" qui reste à l'extérieur du système des impôts et statistiques. Cependant, selon de nombreuses estimations, le "secteur de l'ombre" aujourd'hui représente jusqu'à 50 % de l'activité économique de notre pays et corrélativement, de la totalité de son produit intérieur brut.

Il est vrai que ce n'est pas un phénomène purement russe. Mais l'amplitude russe de ce phénomène, comparée aux critères du monde entier, est unique ; dans les pays riches, le rôle de "l'économie parallèle" est en général estimé dans une fourchette de 10 à 15 % du produit intérieur brut. On peut comprendre alors que, ayant un marché parallèle aussi puissant notre pays, non seulement ne reçoive pas une proportion substantielle des impôts qu'il devrait avoir : nous ne pouvons pas savoir exactement quelle est notre situation ni ce qui se passe réellement dans l'économie russe ; y a-t-il croissance ou continue-t-elle à déraper vers le bas ?

Selon toute vraisemblance, elle s'accroît malgré tout. Mais aux dépens de quoi ? Aux dépens des secteurs qui ont un avenir devant eux et aux dépens de cette activité souterraine ou à demi souterraine qui, naturellement, permet aux gens de survivre comme ils peuvent, mais qui semble exister dans un autre monde, dans un autre Etat et produit une sorte de modus vivendi particulier, mais qui est très différent du modus vivendi en usage dans l'autre moitié de la société russe ?

Je suis tout à fait certain que personne aujourd'hui ne peut compter sur une recette simple pour résoudre ce problème des plus importants. Pourtant, nous devons en parler et nous devons y penser car, de toutes façons, il ne pourra guère se résoudre de lui-même, tout seul et je crois que tous nos défauts et toutes nos insuffisances présents sont centrés sur ce problème : je pense à l'application de la loi judiciaire et administrative, au fisc, au crédit bancaire et à bien d'autres points faibles.

Question 9 :

Les 12 années qui sont passées depuis le début des réformes nous ont montré que la Russie est incapable de créer un mécanisme automatique pour le transfert des ressources d'investissement et d'épargne vers l'industrie (y compris les domaines de haute technologie), l'agriculture, les infrastructures économique du pays, la science et l'éducation. Au cours de toutes ces années, les fonds privés ont été soit sortis du pays ou investis dans toutes sortes de spéculations financières, le commerce et en partie (mais en partie seulement) dans la branche des matières premières énergétiques. La production des machines outils, par exemple, a diminué

de 2/3 pendant les années de réforme et même après la secousse de 1998, elle a été incapable de sortir de son état comateux.

Les causes de cette situation sont très variées. Pour une certaine raison, dans notre pays, on n'a pas beaucoup l'habitude, par exemple, de dire que le monde des affaires en Russie, pendant la période de réforme, s'est habitué à travailler non pas à partir du taux de rentabilité généralement accepté dans le monde de 5 à 15 % (bien que ce soit seulement ce taux de rentabilité qui puisse être atteint par la majorité des entreprises industrielles) mais plutôt de 100 à 130 % ou même d'autres taux de rentabilité démesurés. Selon l'opinion dominante dans le monde des affaires russes, seuls les demeurés et les abrutis travaillent aux niveau mondiaux normaux de rentabilité. Il est remarquable que l'Etat lui-même a habitué nos investisseurs à ajuster leur vision à un taux sur les capitaux jusqu'à présent jamais vus dans le monde, en particulier quand il a attiré l'argent du marché pour servir la gigantesque dette de l'Etat de la "pyramide du GKO" (obligations du gouvernement) à un taux de 100 à 120 % et même plus. Par conséquent, il n'est pas surprenant que les finances de la Russie qui flottent librement aillent n'importe où sauf là où le pays en a le plus besoin.

Sur une telle toile de fond, le débat qui se poursuit aujourd'hui pour savoir s'il y a besoin ou, au contraire, s'il n'y a pas besoin pour l'Etat d'avoir une politique structurelle, commence à produire une impression vraiment absurde.

Les principaux fonds du pays sont rapidement détruits : de nouvelles entreprises ne sont pratiquement pas construites : les infrastructures deviennent archaïques et inutilisables. Cela est-il permis à une énorme puissance industrielle ? Ou considérons-nous réellement notre avenir comme un appendice fournisseur de matières premières énergétiques du monde industriel (avec, il est vrai, une chaîne du supermarchés et de restaurants qui égalent ceux de Paris) ? Sans considération de toutes les théories ou idéologies, il semble tout à fait clair que dans les prochaines décennies nous serons physiquement incapables de nous passer de l'intervention de l'Etat, de ses fonds et d'une politique structurelle de sa part. Et ici le choix n'est pas entre des méthodes d'entreprises privées efficaces et des méthodes d'Etat pas très efficaces : le choix est entre rien et une efficacité pas très grande mais cependant positive. Quand notre monde des affaires s'habituera-t-il à un taux normal de rentabilité sur le capital investi et quand commencera-t-il à donner la préférence aux investissements pour la production dont la société a tellement besoin plutôt qu'à la possibilité de "rafler" un million ou même un milliard d'un jour à l'autre ?

Il est certainement grand temps de passer des paroles aux actes dans ce problème d'une énorme importance stratégique. Cependant, même les tentatives timides pour créer un budget national de développement et une banque de développement viable, tout comme la proposition d'établir des institutions d'investissement par branche sur la base d'une financement de l'Etat sont toujours considérées comme non avenues à la fois par les échelons supérieurs de l'autorité et par le monde des affaires.

Question 10 :

En principe, on peut sans doute supposer que, le temps passant, avec la formation d'un espace économique unique européen et une plus grande ouverture de l'économie russe, la structure des prix intérieurs de ce pays sera, à de nombreux égards (et cela ne concerne pas seulement les prix dans les boutiques et les restaurants de Moscou) à peu près semblable à la moyenne générale européenne, c'est-à-dire mondiale. Mais à une condition absolument essentielle : le prix des principales marchandises, main d'œuvre ou facteur de production, doivent aussi être plus ou moins comparables au niveau qui est typique des principaux pays industriels. Aujourd'hui, c'est principalement ce facteur qui rend les prix disproportionnés dans l'économie russe ; pendant déjà plus de quatre générations consécutives, pour un travail comparable en intensité et en qualification, un employé russe a reçu un salaire douze fois et dans de nombreux domaines, des centaines de fois inférieur à partout ailleurs dans le monde industriel. Si, dans le produit intérieur brut des pays développés, la part des salaires aujourd'hui s'élève au niveau de 70 à 75 %, alors, en Russie, ce niveau est gelé autour de la barre des 30 %.

Une telle situation n'a pas seulement un impact négatif sur les perspectives de la croissance économique du pays. C'est précisément cela qui explique en premier lieu le cercle vicieux qui s'est formé dans l'économie : "une demande faiblement solvable, une fourniture faible. C'est précisément cela qui paralyse l'énergie créatrice du Russe et cela implique qu'il soit compétitif, comme travailleur. Cette situation est aussi très dangereuse du point de vue de la stabilité socio-politique de la société, surtout si on tient compte du fossé qui s'élargit régulièrement entre la partie riche et la plus pauvre de la société. Il est bien connu que le critère de la sécurité d'une société (l'absence de révolution, de grèves générales, de mouvements de protestation massive et autres) dans le monde industriel se reflète dans la proportion des revenus entre les plus bas et les plus élevés de 10 % de la population au niveau de la 1 à 5 ou 6. Selon un certain nombre d'estimations officielles, en Russie, ce rapport est de 1 à 14 alors que les estimations non officielles le placent de 1 à 60. En conséquence, le seuil de sécurité en Russie a été franchi et je crois que personne aujourd'hui ne peut s'aventurer à deviner ce qui pourra se passer, dans un avenir pas très éloigné, pour remplacer l'apathie sociale générale de la population.

Et ce n'est en aucun cas, à cause de la faible productivité du travail de l'ouvrier, comme le prétendent certains auteurs : au contraire, pour un dollar de son salaire, il produit trois fois plus de la valeur nouvellement créée que, par exemple, son homologue aux USA. Le fond du problème ici réside dans l'injustice criante et, en conséquence, les relations de production inefficaces qui se sont cristallisées en Russie au 20^{ème} siècle. Même maintenant, l'économie russe aurait pu résister, si le législateur avait fait voter une loi sur un salaire minimum obligatoire, légal et garanti au niveau, disons de 1,5 ou 2 dollars de l'heure. Assurément, un tel minimum aurait une certaine influence sur l'inflation. Cependant, cela augmenterait le volume du marché intérieur de trois ou quatre fois. Ce ne serait pas exogène (extérieur) mais plutôt un mécanisme interne générant une croissance construite de manière organique dans l'économie russe, c'est-à-dire quelque chose que la Russie a jusqu'ici été incapable de créer pendant toute la période de réformes.

Question 11 :

Je crois aussi que la hâte avec laquelle les réformes sociales ont été menées ne constitue pas un moindre danger à la stabilité de la société russe. Le transfert des services publics de logement (HPU), d'éducation, de santé publique et de sécurité à une base purement commerciale est, dans l'ensemble assez douteux comme principe. Ce n'est certainement pas une coïncidence si, dans la majorité des pays développés, l'idée "d'économie de marché : oui, société de marché : non à une prise plus forte dans leur ligne politique et leur structure sociale » prévaut. Du moins, la construction de la majorité des infrastructures de logements et des bureaux pratiquement partout aujourd'hui est financée non par le loyer, mais plutôt par les revenus fiscaux locaux ou centraux ; pour les dépenses de l'éducation la part du gouvernement et de toutes sortes de fonds publics, même aux USA, s'élève à environ 75 % ; l'assurance médicale pour les travailleurs en plein emploi, comme pour ceux qui sont en retraite (pensionnés) est garantie automatiquement ; la stabilité de la majeure partie d'une pension est aussi garantie.

Cependant, dans les conditions actuelles de la Russie, faire basculer la sphère sociale vers un système qui paie pour lui-même semble, jusqu'à présent, être une aventure téméraire. Pour la majorité de la population russe, le prix pratiqué pour le logement et les services communaux serait tout à fait insurmontable et c'est pourquoi ce serait irréaliste, si nous voulons éviter des tensions excessives dans la société. C'est d'autant plus vrai que, selon certaines estimations, les citoyens russes ont déjà payé 100 % pour leur logement, parce que la moitié des frais réels était destinée à l'infrastructure et que les citoyens l'ont payée en totalité à travers le système des impôts. Au niveau actuel des revenus, pas plus de 13 ou 15 % de la population russe ne peut se permettre une éducation payante et seuls 5 % peuvent avoir accès aux services médicaux payants. Découlant de tout cela, il est possible de comprendre la méfiance des gens envers les plans pour passer à un système d'épargne pour les pensions, puisque ces plans ne contiennent aucune clause réelle d'assurance contre l'inflation.

En tout cas, une chose est claire : il n'y a besoin d'aucune précipitation pour de telles réformes en Russie. Cependant, si le pays va dans ce sens (en dépit des tendances générales mondiales) et adopte un principe surtout commercial dans son organisation sociale, ce virage doit être lié directement à la possibilité d'augmenter nettement le revenu de toute la population. Autrement, dans un avenir assez peu distant, rien qu'à en juger par la réaction initiale de la société russe à de tels projets, de gros ennuis nous attendent.

Question 12 :

Dernière question mais pas des moindres. Presque personne aujourd'hui ne nie que le "processus d'ouverture" de l'économie russe, la sortie de la Russie de son isolement prolongé et son inclusion active dans l'économie mondiale soit, en principe, une aubaine pour notre pays. La saturation du marché intérieur, l'importation d'équipements de haute technologie, le fait que les entreprises russes s'habituent aux rudes conditions de la concurrence internationale, le virage vers des niveaux techniques élevés et autres, et enfin, bien que cela reste modeste, l'afflux tout de même tangible de capitaux étrangers : ces facteurs sont considérés comme le résultat positif de "l'ouverture". Sans aucun doute, le but de la Russie d'accéder à l'organisation mondiale du commerce (WTO), comme membre à part entière avec les

droits et les devoirs qui en découlent peut être vu comme historiquement justifié, dans les conditions d'une mondialisation montante et irréversible.

Mais là encore, il faut choisir une approche prudente et pas à pas. Sommes-nous prêts à rejoindre le WTO et surtout à une telle vitesse ? Et avons-nous une compréhension assez claire du soi-disant "équilibre des profits et des pertes" pour le pays en conséquence de cette ascension ? Il ne serait probablement pas déplacé de se référer à l'expérience de la Chine qui a passé presque 20 ans à se préparer à devenir membre du WTO puisqu'elle a réussi la principale chose pendant cette période de préparation : ses produits manufacturés (y compris high-tech) sont parvenus à pénétrer et à prendre pied massivement sur le marché des USA et d'autres pays développés. S'étant assuré d'un équilibre positif énorme et stable et d'un afflux massif de capitaux étrangers (en une seule année, cet afflux a dépassé tout cela, la Russie est parvenue à attirer dans les 12 dernières années), la Chine peut maintenant se permettre le luxe de laisser les concurrents étrangers participer à son marché intérieur, en quelque sorte en contre partie de la consolidation de ses positions économiques étrangères dans le monde entier.

Toutes les estimations professionnelles aujourd'hui tombent en fait d'accord sur une seule chose : notre bénéfice annuel pour avoir rejoint le WTO s'élèvera à environ 3 milliards de dollars provenant des exportations. Personne n'a encore évalué combien nous allons perdre en importation si cette ascension étrangle, par exemple, notre industrie aérienne et automobile, de nombreux secteurs de la consommation, la sphère des assurances et de la banque entre autre. Néanmoins, la presse occidentale a publié des études selon lesquelles, dans le cas où nous ferions partie du WTO, plus de 90 % des industries de fabrication (et pas d'extraction) fermeraient tout simplement. Si à ce danger nous ajoutons les exigences aussi destructrices du WTO envers notre pays, basées sur une politique brutale de "double standard" que la réduction à un minimum du soutien de l'agriculture ou l'exigence de "régulariser" le prix intérieur de l'électricité et du gaz naturel (et ce faisant d'augmenter beaucoup d'autres marchandises) pour s'aligner sur les prix européens, le tableau d'ensemble devient assez peu réjouissant.

En même temps, il semble évident que le débat actuel sur la question de l'accession au WTO détourne d'une manière injustifiable l'attention du public d'une question qui, malgré son importance, est loin de constituer la première préoccupation du point de vue, non seulement de l'intérêt immédiat, mais aussi à long terme, du pays. Parallèlement, il y a un problème qui a les plus graves conséquences pour l'économie russe, à savoir la "fuite" des capitaux (si, bien sûr, on ne se base pas, comme certains conseillers du Kremlin, sur le principe absurde que "moins il y a d'argent dans le pays, mieux cela vaut"). Ce "drainage" chronique a varié pendant les 12 dernières années au niveau d'environ 20 milliards de dollars par an. En conséquence, le rapport entre l'importance du problème de l'entrée dans le WTO et le problème de la fuite des capitaux de Russie est approximativement de 1 à 7 ou 8. Comment ce "drainage" peut-il être arrêté et quelles mesures sont nécessaires pour stimuler, au moins à une échelle assez sérieuse, le retour de ces capitaux "migrants" vers le pays ? A présent, c'est vraiment une question d'importance majeure à laquelle il n'y a pas encore de réponse intelligible.

Il est grand temps pour la Russie de cesser de financer le monde. En occident, on croit que, pendant les 12 dernières années, ce sont précisément les pays occidentaux qui ont financé la Russie. En fait, alors qu'elle fait l'expérience de ses propres besoins pressants d'investissements, notre économie affaiblie, à cause de la crise prolongée, a financé pendant toutes ces années et continue à financer les économies de l'ouest qui se développent avec le plus grand succès aux dépens des fuites de capitaux légales ou illégales hors de Russie. Pour chaque dollar qui entre en Russie, il y a 3 ou 4 dollars qui en sortent. Et, jusqu'à ce que la rentrée de capitaux en Russie excède régulièrement la sortie de ces capitaux, il serait, sans aucun doute, prématuré de parler de guérison du pays. En relation avec ceci, le fait qu'un tel dépassement a été enregistré pour la première fois dans la première moitié de l'année 2003, est, naturellement un peu rassurant.

Dans son message annuel à la Nation (mai 2003), le Président du pays a fixé l'objectif de doubler le Produit Intérieur Brut en 10 ans. Assurément, c'est un but stimulant et peut-être que c'est réalisable. Si, bien sûr la Russie a de la chance, à la fois dans les conditions externes et les circonstances internes de son développement, dans les limites du temps fixé par le Président.

Seulement, il faut bien comprendre qu'il n'y a pas un unique moyen magique de réussir une remontée économique dans le pays. Il faut agir sur l'ensemble du "front". Le marché ? Oui, bien sûr, le marché. Mais nous n'avons pas moins besoin de l'Etat et, à l'inverse, même davantage qu'aujourd'hui. Cependant, il n'est nécessaire que là où nous ne pouvons pas vraiment nous en passer.

La Russie est un pays européen et son orientation vers le modèle européen d'une économie de "marché social" est plus naturelle et se trouve plus conforme à son héritage historique et à ses traditions nationales, qu'une orientation vers le modèle américain, libéral à outrance. On ne doit pas oublier que les USA sont partis pratiquement à zéro, d'une ardoise vierge et que, dans leur histoire, le marché libre n'est jamais parti de fondements traditionnels, pour ainsi dire dont la négligence aurait pu déclencher des bouleversements sociaux inévitables. Par exemple, comment l'économie et le budget russes se sentiraient-ils aujourd'hui si nous adoptions l'un des articles les plus importants de la Constitution des USA, datant du XVIIIème siècle, qui empêche de lever des taxes sur les exportations américaines ? Pourtant, en dépit de leur respect pour ce "bras invisible du marché", en 1930 les USA ont dû recourir à une "orchestration directe" (c'est-à-dire une intervention directe du gouvernement dans l'économie) afin de tirer le pays de l'une des crises les plus destructrices de son histoire. En réalité, même aujourd'hui, les contrats du gouvernement et le financement direct de la sphère sociale par le budget restent un facteur important de la vie économique de ce pays. Dans une plus large mesure, la stratégie d'orchestration" a été typique des plus anciens pays d'Europe et du Japon quand ils se mesurèrent aux séquelles de la seconde guerre mondiale et aussi des nouveaux pays industriels qui, en une ou deux décennies, ont pu vaincre leur retard séculaire au moyen d'une brusque poussée.

Les dépenses du "gouvernement étendu" de la Russie (l'Etat) s'élèvent à peu près à 34 ou 36 % du PNB alors que dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, ils sont en moyenne de 50 %. Si on tient compte de l'état actuel de l'économie et de la sphère sociale russes, il n'y a guère de raison

d'être fier de cette "réussite". Il semble tout à fait clair que, dans notre zèle envers le marché nous avons, comme le dit le proverbe, "passé les bornes". Il est, je crois, temps de s'arrêter ou mieux encore, de "rétrograder" un peu.

Traduit de l'anglais par Josette Hérou.